

Toulouse, le 2 avril 2019

28 janvier-28 mars : 2 mois de mobilisation en Haute-Garonne Jamais nous ne baisserons la tête !

Depuis dix semaines, nous avons engagé la bataille en Haute-Garonne face à la destruction annoncée et programmée de la DGFIP et de la Fonction Publique. Si l'amplification n'est pas encore là nationalement (15 % de grévistes ce 28/03) plusieurs départements s'efforcent d'entrer dans l'action et l'intersyndicale nationale appelle à poursuivre le processus d'action dans notre administration. Un appel unitaire à la grève dans la Fonction Publique est d'ores et déjà fixé au 09 mai.

Pour notre part, après des semaines de mobilisation tous azimuts (blocages de plusieurs sites, interpellations des services, grèves de nombreux agents, rédaction de cahiers revendicatifs, courrier aux élus, visibilité dans les médias) nous avons répondu présent encore une fois lors de la journée nationale de grève du 28 mars.

La Haute-Garonne en tête de la manifestation nationale à Paris...

C'était une belle journée pour les 31 délégués de notre département qui ont défilé sans logo mais avec un tee-shirt floqué 31 pour symboliser notre caractère uni et soudé dans l'action engagée. Estelle et Christian ont pris la parole en début de manifestation pour inciter à une généralisation de la combativité nécessaire face aux enjeux. Nous avons ainsi passé notre journée à échanger avec des collègues de tous les départements



puis à animer la manifestation par notre combativité et nos chansons ... jusqu'au ministère des Finances ou, en clin d'œil, nous avons lancé le slogan « Bercy dans le Comminges ». Avec 2000 manifestants des départements, c'était pour notre délégation un moment dense de fraternité et une fierté de représenter haut et fort, à Paris, l'action engagée dans notre département.

... Pendant que la mobilisation se poursuivait à Saint-Gaudens, Muret et Toulouse.

Après neuf semaines de mobilisation, ce sont encore 220 collègues qui étaient grévistes (15 % des présents ce jour-là) et plusieurs initiatives étaient organisées.



A Saint-Gaudens, le site était bloqué par les grévistes et une dizaine d'élus locaux sont venus exprimer leur soutien aux personnels. Plusieurs interventions ont ainsi souligné l'importance des services de la DGFIP pour le territoire du Comminges. À Muret le site était

également bloqué avec une journée dense des personnels rassemblés. De même à la Direction, une cinquantaine d'agents se sont réunis pour un pique-nique revendicatif.

Et maintenant ? On continue et on ne lâche rien !

Une bataille de longue durée pour défendre la DGFIP et la Fonction publique

Notre mobilisation engagée en Haute-Garonne concerne des enjeux globaux qui nécessitent un rapport de force national qui doit s'amplifier encore. Dans cette situation, nous appelons les personnels à discuter en AG et dans les HMI sur les actions visibles nécessaires à mettre en œuvre : actions et visibilité sur les sites, sensibilisation des usagers et des élus. Dans le même temps nous proposerons des rendez-vous départementaux de convergence, en particulier à la direction.

Nous invitons également les personnels à envisager des initiatives avec les autres secteurs de la Fonction publique pour préparer la grève nationale du 9 mai et sa réussite à construire.

Poursuivre l'action pour des avancées locales dans les services

Dès le début de l'action engagée dans notre département, nous avons complété nos revendications globales par un revendicatif local pour s'efforcer d'obtenir des avancées concrètes. Ainsi, à ce stade, plusieurs décisions sont suspendues en Haute-Garonne (la généralisation de l'accueil sur rdv, le scannage en SIE, la 2^e phase de fusion des SIP et SIE à la Cité, les SPF à St-Gaudens et Muret). De même, l'étude des cahiers revendicatifs rédigés par les services se poursuit avec trois CTL convoqués dans les semaines à venir, la première date étant lundi 8 avril prochain. La direction aurait dû nous transmettre dans les huit jours avant la date de l'instance l'ensemble des documents de travail. Nous avons demandé que les réponses de l'administration aux cahiers revendicatifs soient transmises à chaque service ayant rédigé.

La direction continue ses menaces et provocations ! 40 agents et les secrétaires des OS assignés en référé au tribunal !

Ce lundi 1^{er} avril, M. Perrin nous a convoqués. Nous pensions avoir un échange sur la préparation du prochain CTL et obtenir les réponses détaillées promises par la direction aux revendications des personnels. Pas du tout !

Nous avons été informés par voie d'huissier de la saisine du TA par l'administration depuis le 20 mars dans l'objectif de faire débloquer les piquets par la force ! **Quarante collègues (listés dans la requête) sont convoqués en audience ce mercredi 3 avril**, également par voie d'huissier, au bureau ou à leur domicile !!! La direction a clairement fait savoir que des suites pourraient être données si le mouvement se poursuivait. Cette attitude est une nouvelle provocation !

Très concrètement, la direction veut faire peur aux agents sur les suites qu'ils voudront bien donner au mouvement dans les prochaines assemblées générales.



Nous ne nous laisserons pas intimider !

Rassemblements Mercredi 3 avril :

- à 13h30 à la direction rue des lois (départ commun vers le TA)
- à 14h30 devant le TA 68 rue Raymond IV (métro Marengo ou Jeanne d'Arc)